

Vincent Dupriez, prof en sciences de l'éducation (UCL) «Revoir la formation des profs, c'est par là qu'il faut commencer»

LES PHRASES CLÉS

«Une réforme n'est un succès que si elle est perçue comme légitime par la majorité du corps enseignant, mais aussi par l'opinion publique...»

«Pour que le tronc commun soit possible, il faut penser différemment la formation et la carrière du personnel de l'enseignement.»

INTERVIEW

NATHALIE BAMPIS

Vincent Dupriez a participé activement aux travaux du Pacte d'excellence. Professeur en sciences de l'éducation à l'Université catholique de Louvain, il a fait de nombreuses recherches sur les réformes des systèmes éducatifs. Avec nous, il revient sur le résultat des deux ans de travaux du Pacte.

Réformer l'enseignement est un vrai challenge. Difficile. Avec le Pacte d'excellence, va-t-on dans le bon sens?

Beaucoup de pays se sont cassés les dents en voulant réformer leurs systèmes éducatifs. C'est très difficile, surtout quand on veut toucher au cœur du système: comment on travaille avec les élèves, que fait-on dans les écoles, dans les classes? Pour que les choses changent, il faut que chaque enseignant, dans sa classe, adhère à la proposition de changement. Une réforme ne peut donc réussir qu'à deux conditions: que les enseignants soient convaincus qu'il y a de bonnes raisons de changer, et qu'ils maîtrisent les compétences requises pour aller vers le changement souhaité.

Les enseignants sont-ils conscients que le changement est nécessaire?

Pas complètement. Il y a encore un écart entre ceux qui portent le projet du Pacte et la majorité des enseignants. Beaucoup, surtout dans le secondaire, n'ont pas une vision globale sur l'état du système éducatif, et sont notamment sceptiques sur l'idée d'aller vers un tronc commun prolongé.

Malgré la manière dont le Pacte a été conçu, dans un processus collaboratif, cette adhésion n'est donc pas garantie?

On n'est pas allé sonder chacun des 100.000 enseignants... Ceux qui ont participé aux discussions sont sans doute les plus motivés. Il y a encore un travail important à faire pour aller vers les enseignants, pour rendre suffisamment explicites les intentions du Pacte, pour soutenir les enseignants dans les évolutions difficiles qu'ils vont rencontrer. Si on ne le fait pas, j'ai réellement des craintes.

Soutenir les enseignants, dites-vous. Pourquoi?

La proposition de tronc commun induit plus de complexité, plus d'ambition pour aider tous les élèves, y compris ceux qui sont en difficultés. Or, dans un certain nombre de cas, dans les écoles où l'on concentre les

élèves en difficulté, dans les communes qui sont caractérisées par la précarité des habitants, cela sera extrêmement difficile à mettre en œuvre. La question du soutien aux enseignants, du développement d'outils didactiques, de manuels pour les enseignants, pour les élèves est donc importante. Or c'est un axe sur lequel on a beaucoup de retard par rapport aux pays voisins.

Il faudra aussi l'adhésion de l'opinion publique.

En effet, une réforme n'est un succès que si elle est perçue comme légitime par la majorité du corps enseignant, mais aussi par l'opinion publique, en ce compris les parents.

Les associations de parents sont plutôt positives...

Elles ont pris conscience qu'au nom de l'intérêt général, il y a de bonnes raisons de penser une école plus ambitieuse pour tout le monde pendant plus longtemps, et donc d'aller vers un tronc commun prolongé. Ce qui ne veut pas dire que tous les parents, dans toutes les écoles, partagent la même conviction. Il y a sans doute un travail de communication à faire. Pas tellement sur des mesurées, mais en termes de philosophie politique.

Le Pacte pourrait échouer à cause des parents eux-mêmes?

Les parents ont deux manières de résister au Pacte. L'une, c'est en tant qu'électeur, et l'autre, c'est en tant que parent d'élève dans les établissements. Dans le passé, des réformes ont partiellement échoué parce que certains chefs d'établissements sentaient une réticence de la part des familles. Or, il est facile de changer d'école. Et les directions savent très bien que le financement dépend du nombre d'élèves inscrits.

Pour vous, l'élargissement du tronc commun est «LE» changement majeur. Indispensable. Pourquoi?

Pour moi, c'est essentiel. Cette proposition a pour objectif d'être plus ambitieuse pour tout le monde pendant plus longtemps. Et cela renvoie à la conception d'une école qui ne sépare pas les élèves en fonction de leur origine sociale ou de leurs compétences, mais qui part du principe que jusque l'âge de 15 ans, on veille à pousser tous les élèves pour leur faire atteindre une série de compétences essentielles pour vivre ensemble et exercer son rôle de citoyen.

Pour que le tronc commun soit possible, il faut penser différemment la formation et la carrière du personnel de l'enseignement. C'est pourquoi le Pacte s'appuie sur des propositions relatives à la formation initiale des enseignants, à la leur formation continue, et à la gestion des carrières.

Ne risque-t-on pas de perdre des élèves qui ne sont pas faits pour le général?

C'est une question de choix politique. Ceux qui plaident pour un tronc commun jusque 15 ans partent du principe que l'école est une institution clé dans une société démocratique, et pas un supermar-

ché. C'est à l'école qu'on peut apprendre à vivre ensemble et côtoyer d'autres qui ne nous ressemblent pas. Il faut alors que cette école évite, comme on l'a trop souvent fait en Belgique francophone, d'opérer un tri en fonction des compétences et des ressources, vers des écoles moins exigeantes ou vers des filières de qualification non choisies par les élèves... Au contraire, à partir du moment où tous les élèves restent dans le tronc commun jusque 15 ans, il faut avoir de l'ambition pour tous.

Avant, on orientait plus tôt. Et ça fonctionnait...

Si on ne peut pas revenir au passé, c'est parce que la société d'aujourd'hui n'est plus celle de la première moitié du XX^e siècle. Avant, le marché du travail intégrait massivement des ouvriers non qualifiés, des personnes formées sur le tas, à l'usine. Ce n'est plus le cas! Aujourd'hui, regardez le travail d'un électromécanicien, d'un chauffagiste, d'un électricien. Ils doivent maîtriser des bases de physique, être capables de faire un certain nombre d'opérations mathématiques, et décoder des manuels d'installation en anglais. Le marché du travail est aujourd'hui bien plus exigeant en matière de compétences attendues des travailleurs. Quelle que soit l'orientation choisie.

N'est-il pas risqué de proposer la même

chose à des élèves qui se révéleront très différents?

Ne nous trompons pas: ce n'est pas parce que le Pacte propose un tronc commun jusque 15 ans qu'on devra servir la même chose à tous, jusque 15 ans. Il est évident que demain, dans les classes, il y aura encore des élèves différents, avec des niveaux plus ou moins avancés. On doit casser cette image que dans une classe tous les élèves font la même chose en même temps. Non, l'école du XXI^e siècle ne peut plus fonctionner comme cela. Dans un environnement numérique, avec des élèves qui sont confrontés à de multiples sources d'apprentissage, à l'école et en dehors, il faut de toute évidence aller vers un dispositif pédagogique plus varié et plus souple.

Cela fonctionne dans d'autres systèmes scolaires?

Dans beaucoup d'écoles des pays scandinaves et anglo-saxons, le dispositif d'apprentissage ne requiert pas que dans la même classe, tous les élèves fassent la même chose en même temps. C'est la grosse différence par rapport à chez nous. Certains élèves plus avancés jouent le rôle de tuteur pour les plus faibles, à certains moments un second enseignant prendra les quelques élèves en difficulté sur le côté pour faire un travail de révision avec eux, d'autres élèves travaillent sur un projet... C'est cela qui permet aux Scandinaves de tenir un tronc commun sans filière et sans redoublement jusque 16 ans, alors que chez eux, il y a aussi des élèves non motivés, des primo arrivants, des enfants éloignés de la culture scolaire.

D'où l'importance de revoir la formation des enseignants?

C'est un nœud essentiel. La proposition pédagogique que véhicule le tronc commun prolongé est plus exigeante pour les enseignants, parce qu'elle requiert un travail de différenciation des apprentissages, elle nécessite aussi des compétences en matière de diagnostic des élèves. Or, face à cela, ils sont trop peu formés aujourd'hui.

Et pourtant, la réforme ne sera pas possible avant 2019. C'est ce qu'a dit Jean-Claude Marcourt...

Cette réforme de la formation des enseignants, on en parle depuis des années. Elle faisait déjà partie de la déclaration de politique communautaire de la législature précédente. Comme tout le monde, on commence à s'impatienter. Dans un schéma rationnel, une réforme de la formation initiale devrait être l'une des toutes premières étapes. C'est par là qu'il faut commencer.

Mais on tarde à connaître les propositions du gouvernement en la matière. Et c'est vrai, nous craignons que les propositions faites par le groupe d'experts sur la formation initiale ne soient pas mises en œuvre.

Que permettra une réforme de la formation initiale des profs?

On a besoin d'enseignants qui soient capables d'agir, mais aussi d'innover, de participer à des recherches, d'inventer des nouvelles réponses aux problèmes qu'ils rencontrent. On a pour cela besoin d'une formation qui soit exigeante sur le plan théorique tout en demeurant très proche des situations de classe et des parcours d'apprentissage des élèves. Pour cela, il faut aller vers des coopérations renforcées entre les universités et les hautes écoles.

On a dit du Pacte qu'il formait un tout cohérent et mettra 15 ans à aboutir. N'a-t-on

pas voulu en faire trop?

C'est une crainte légitime. On aurait pu fixer deux ou trois priorités; le processus n'a pas été celui-là. On a travaillé simultanément sur tous les fronts. Certains diront que c'est courageux; d'autres, que c'est dangereux. Quoi qu'il en soit, on en est là aujourd'hui. Il faudra en tout cas procéder par étape. Une excellente idée serait de commencer, pour la réforme du tronc commun, par une cohorte d'élèves qui sont au début du système éducatif, en maternelle ou en 1^{er} primaire. Et le projet de tronc commun montera avec eux, et n'arrivera que plus tard, en 1^{er} secondaire.

N'y a-t-il pas aussi un risque de détricotage en cas de changement de majorité?

C'est vrai. On a pourtant beaucoup insisté pour que les partis d'opposition soient associés, et cela doit demeurer un objectif.